

Collectif National Droits de l'Homme Romeurope

ABCR (Association Biterroise Contre le Racisme) – **ALPIL** (Action pour l'insertion sociale par le logement) – **AMPIL** (Action Méditerranéenne Pour l'Insertion sociale par le Logement) – **ASAV** (Association pour l'accueil des voyageurs) – **ASEFRR** (Association de Solidarité en Essonne avec les familles roumaines et rroms) – **Association Solidarité Roms de Saint-Etienne** – **CCFD – Terre solidaire** – **LA CIMADE** (Comité intermouvements auprès des évacués) – **CLASSES** (Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation et le Soutien des Enfants des Squats) – **FNASAT-Gens du voyage** – **Habitat-Cité** – **Hors la Rue** – **Imediat** – **LDH** (Ligue des Droits de l'Homme) – **MDM** (Médecins du Monde) – **Mouvement catholique des gens du voyage** – **MRAP** (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) – **ROMAQUITAINE** – **Rencontres tsiganes** – **RomActions** – **Romeurope Val-de-Marne** – **Secours catholique (Caritas France)** – **SICHEM** (Service de Coopération Humanitaire pour les Etrangers et les Migrants) – **Une famille un toit 44** – **URAVIF** (Union régionale des associations pour la promotion et la reconnaissance des droits des Tsiganes et des Gens du voyage d'Ile-de-France)

Et le Comité de soutien de Montreuil, le Comité de soutien de Limeil Brevannes, le Comité de soutien 92 Sud, le Collectif nantais Romeurope, le Collectif de soutien aux familles rroms de Roumanie, le Collectif Roms des associations de l'agglomération lyonnaise, le Collectif Romyvelines, le Collectif de soutien aux familles rroms de l'agglomération orléanaise, le Collectif des sans-papiers de Melun, le Collectif solidarité Roms et gens du voyage du Nord.



Paris, le 16 mars 2012

Objet : Lettre pour l'interpellation des candidats à l'élection présidentielle de mai 2012

Madame, Monsieur

Le Collectif Romeurope a rendu public le 16 février dernier son rapport 2010-2011 « **Les Roms, boucs-émissaires d'une politique sécuritaire qui cible les migrants et les pauvres** ».

Ce Rapport dénonce la stigmatisation et les discriminations dont sont victimes les quelques 20 000 Roms d'origine étrangère vivant ou séjournant en France en situation de grande précarité et le renforcement des politiques de rejet aussi iniques qu'inefficaces. Ce document fournit des informations circonstanciées, entre autre, sur les questions liées au séjour, à l'emploi, l'habitat et à la santé. Il revient également sur la « Stratégie nationale pour l'inclusion des Roms » présentée par la France à la Commission européenne et ses lacunes.

Tous les indicateurs sont au rouge : respect des droits de l'Homme, protection de l'enfance, droit aux soins de santé...

Des solutions sont possibles dès lors que le gouvernement réaffirme l'égalité des droits et prend les quelques mesures qui permettraient de la rendre effective.

Collectif National Droits de l'Homme Romeurope

c/o FNASAT Gens du voyage – 59, rue de l'Ourcq – 75019 PARIS – 01-40-35-00-04 / 06-35-52-85-46

www.romeurope.org

Le CNDH Romeurope vous demande, Madame, Monsieur, de réagir à ces constats et d'apporter des éléments précis sur la politique que vous entendez soutenir et mettre en place.

De manière concrète, vous engagez-vous à :

- 1) **Mettre un terme aux mesures transitoires** imposées encore aujourd'hui aux ressortissants roumains et bulgares, permettant ainsi un accès au travail, comme la HALDE l'a préconisé dès sa délibération du 26 octobre 2009. Dans son dernier rapport de novembre 2011 la Commission européenne a fourni des arguments économiques en faveur d'une telle mesure¹.
- 2) **Faire respecter effectivement les droits fondamentaux** pour ces citoyens européens et en particulier l'accès à un habitat digne, à la scolarisation pour les enfants, aux soins de santé et aux prestations sociales.
- 3) **Prendre les mesures concrètes pour en finir avec les discriminations et les pratiques abusives** des pouvoirs publics telles que dénoncées dans ce rapport.

Nous vous remercions de vos réponses, et nous vous informons que cette interpellation ainsi que les positions exprimées ou non à ce sujet par les candidats à l'élection présidentielle seront rendues publiques par le Collectif.

Le Collectif National Droits de l'Homme Romeurope

¹ http://www.romeurope.org/IMG/pdf/Lettre_ouverte-Arret_des_mesures_transitoires.pdf